

Discours de vœux à la Presse économique

Monsieur le président de l'Association des Journalistes Economiques et Financiers [AJEF], cher Emmanuel Cugny,

Mesdames et Messieurs,

Je suis ravi de vous retrouver pour ce moment traditionnel des vœux à la presse. Moment qui prend une importance toute particulière puisque voilà à peine plus d'un mois que j'ai pris mes fonctions, pour lesquelles je remercie le PM et le PR. Moment également décisif pour notre pays puisque nous sommes sans budget depuis le vote de la censure en décembre dernier. Moment crucial enfin, au vu du contexte géopolitique et politique que vous connaissez, des conflits ouverts au Moyen-Orient ou en Europe, ou plus larvés comme la guerre commerciale qui semble s'annoncer.

Vous avez connu trois ministres de l'économie au cours de l'année 2024. Je fais tout depuis ma nomination pour m'assurer que l'année 2025 soit celle d'un retour à la stabilité, qui permette de rassurer les Français et de restaurer la confiance. Là réside tout l'esprit de ma mission ici, restaurer la confiance des ménages français, restaurer la confiance des entreprises européennes, restaurer la confiance des investisseurs internationaux.

C'est dans cet esprit de responsabilité et de rétablissement d'une confiance réciproque que j'ai reçu 17 groupes politiques et parlementaires, ici même, en compagnie de la ministre chargée des comptes publics, Amélie de Montchalin.

Nous avons pu partager de vraies négociations dans l'optique du vote du budget, c'est-à-dire non pas une confrontation de lignes rouges, mais un échange de priorités et leur articulation. Ma double priorité à ce titre c'est

d'obtenir un budget qui ne soit pas sujet à la censure, et un budget qui permette le redressement de nos finances publiques.

Cette trajectoire de désendettement que l'Europe a validé la semaine dernière nous permet de maintenir notre objectif impératif de faire passer notre déficit sous la barre des 3% de PIB en 2029.

Ce budget comporte une part substantielle d'efforts, et notamment de réductions de dépenses sur lesquelles nous pourrions revenir, mais s'est refusé à faire porter la part majeure de l'effort sur les épaules des entreprises et des ménages.

Une fois le pays pourvu d'un budget, nous pourrions nous atteler à une réflexion plus structurelle sur nos finances publiques et les réformes qu'elles supposent.

Mais l'année 2025 sera aussi celle de la mise en œuvre d'un agenda d'attractivité, qui reposera sur la simplification de notre vie économique, que nous pousserons également à l'échelle européenne. Nous poursuivrons et amplifierons notre soutien à l'innovation et à l'investissement, au profit du numérique et de l'industrie durable notamment. Enfin, nous consoliderons notre souveraineté économique en réaffirmant le rôle stratégique de l'Etat actionnaire. Là encore, ces efforts seront portés à l'échelle Européenne, pour répondre au diagnostic si bien porté par Mario Draghi. Notre modèle de croissance devra être indissociablement lié à une ambition environnementale forte. J'ai veillé à cette croissance durable dans mes fonctions passées, je continuerai à y œuvrer, d'autant que la France y possède des avantages que tous nos concurrents nous envient, à commencer par l'énergie nucléaire.

En vous renouvelant mes vœux pour l'année 2025 qui s'ouvre, dont je sais qu'elle sera aussi palpitante et exigeante pour vous, j'y associe mon équipe ministérielle de Bercy : Madame la ministre chargée des comptes publics,

Amélie de Montchalin, Monsieur le ministre chargé de l'industrie et de l'énergie, Marc Ferracci, Madame la ministre déléguée chargée du commerce, de l'artisanat, des PME et de l'économie sociale et solidaire, Véronique Louwagie, Madame la ministre déléguée chargée de l'intelligence artificielle et du numérique, Clara Chappaz et Madame la ministre déléguée chargée du tourisme, chère Nathalie Delattre.